

Deux Corées. Quelles perspectives pour la péninsule coréenne en 2012 ?

mercredi 1er février 2012, par [Barthélémy COURMONT](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Barthélémy COURMONT](#), **Deux Corées. Quelles perspectives pour la péninsule coréenne en 2012 ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er février 2012.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

L'année 2012 devrait être marquée par une sorte de transition, en attendant l'arrivée au pouvoir d'un nouveau président en Corée du Sud, et le temps qu'en Corée du Nord Kim Jong-un puisse, s'il y parvient, consolider son autorité à la tête de la dictature la plus fermée de la planète.

LA mort de Kim Jong-il le 17 décembre 2011, et l'avènement de son fils Kim Jong-un au sommet de la hiérarchie politique en [Corée du Nord](#) posent de multiples interrogations concernant [l'avenir de la sécurité dans la péninsule coréenne à court terme](#). Compte-tenu du double facteur structurel, avec l'arme nucléaire nord-coréenne, et conjoncturel, avec les agressions de Pyongyang contre son voisin en 2010, toute modification des équilibres dans la péninsule est en soi porteur d'un risque d'escalade, et d'affrontement à petite ou grande échelle.

Pour autant, la mort soudaine (bien qu'attendue en raison de ses problèmes de santé) de Kim Jong-il est survenue dans un contexte particulier, caractérisé par le manque de légitimité de son successeur au sein de l'appareil politique nord-coréen, et par [l'échéance électorale prochaine en Corée du Sud](#), qui pourrait augurer d'une nouvelle ère dans la relation entre les deux Corées. Pour cette double raison, l'année 2012 devrait être marquée par une sorte de transition, en attendant l'arrivée au pouvoir d'un nouveau président à Séoul, et le temps que Kim Jong-un puisse, s'il y parvient, consolider son autorité à la tête de la dictature la plus fermée de la planète.

Consolider le pouvoir à Pyongyang

Kim Jong-un est le troisième dirigeant consécutif d'une lignée unique dans l'histoire des régimes communistes. Après son grand-père et son père, il conforte le statut de « monarchie communiste » qui est si souvent reproché à Pyongyang. Ses pouvoirs sont immenses, puisqu'il est à la fois présidium du Conseil de Sécurité nationale, chef suprême des armées, et président du parti des travailleurs, le parti unique. Seule l'assemblée du peuple - dont les pouvoirs sont limités - lui échappe, et seul le titre de président de la République démocratique de Corée - octroyé à son grand-père Kim Il-sung, pour l'éternité ! - ne figure pas sur la liste de ses fonctions. Peu de dictateurs peuvent être qualifiés d'aussi autocratiques.

Cette accumulation de titres ne traduit cependant pas la réalité de l'exercice du pouvoir. Quand il succéda à son père en 1994, Kim Jong-il dû s'imposer auprès de la vieille garde. La situation est comparable, et amplifiée par le jeune âge de Kim Jong-un, mais aussi par son inexpérience du pouvoir. Son avènement tardif, après la disgrâce de ses deux frères aînés, ne lui a pas permis de s'imposer naturellement comme le successeur de son père, mais plutôt comme un choix indiscutable en raison du lien filial. Or, même en Corée du Nord, et malgré le culte dont le clan Kim fait l'objet, rien n'est vraiment indiscutable. C'est pourquoi Kim Jong-il a jugé judicieux de rappeler son beau-frère, Jiang Song-taek, dans le cercle restreint du pouvoir, et de le nommer comme instructeur du jeune dirigeant, en d'autres termes régent. Problème, Jiang ne fait pas l'unanimité chez les militaires et les milieux les plus conservateurs, où ses penchants d'économiste (sa spécialité) ne séduisent pas. Kim Jong-un doit ainsi non seulement s'assurer que son oncle se contentera d'un rôle d'homme de l'ombre, et dans le même temps que les militaires ne se détournent pas de lui. **Sa principale tâche dans les prochains mois consistera donc à assurer un équilibre entre les partisans d'une ligne dure et les**

éléments plus ouverts à une ouverture progressive du régime.

Kim Jong-un sait également que sa marge de manœuvre à l'international, déjà très limitée, est conditionnée par le soutien de Pékin, qu'il ne saurait prendre pour acquis. Compte-tenu de l'échéance politique en Chine, avec le 18ème congrès du parti communiste en octobre prochain, et l'avènement d'une cinquième génération de dirigeants, le jeune Kim ne peut se permettre de prendre des décisions fortes que Pékin ne soutiendrait pas. Il doit donc attendre octobre 2012 et la ligne politique que le futur gouvernement chinois définira à l'égard de son pays.

Séoul dans l'attente

C'est cependant, sans grande surprise, sur la Corée du Sud que les regards nord-coréens se tournent, en particulier en cette année électorale. **Les Sud-coréens désigneront fin 2012 un nouveau président**, dans un pays où le mandat de quatre ans est non renouvelable. Le président Lee Myung-bak, partisan d'une ligne dure face à Pyongyang, devra donc laisser sa place. Difficile à ce stade de deviner quelles seront les choix de son successeur, ni même qui sera ce dernier. On peut en revanche s'attendre à une place importante accordée à la relation nord-sud dans la campagne électorale et, dans le cas d'une victoire de l'opposition, à la possibilité de nouveaux échanges. **En d'autres termes, il faudra attendre 2013 pour savoir si le double changement de visage des dirigeants à Pyongyang et à Séoul sera porteur d'un espoir de reprise du dialogue.**

Les Sud-coréens attendent de voir quelles seront les manœuvres de Pyongyang, et guettent le moindre signe d'une ouverture. Mais ils savent également que Pyongyang les regarde, et que les choix politiques qu'ils feront auront des conséquences immédiates sur la relation intercoréenne.

Nous pouvons donc considérer que l'année 2012 devrait être placée sous le signe de la transition. En se méfiant toutefois de deux aspects. D'une part, les difficultés de Kim Jong-un à s'imposer au pouvoir pourraient le pousser à instrumentaliser de nouvelles tensions avec Séoul, afin de s'affirmer comme un chef d'Etat fort. D'autre part, la volonté de Pyongyang de peser sur la campagne présidentielle sud-coréenne pourrait raviver les tensions. Les équilibres restent d'une grande fragilité dans la péninsule, et les agissements de Pyongyang, s'ils sont très souvent déterminés par la Corée du Sud, ont des effets majeurs sur la manière avec laquelle ils se maintiennent. En refusant de répondre à d'éventuelles provocations, les dirigeants et responsables politiques sud-coréens seront de leur côté en mesure d'éviter de nouvelles escalades.

Copyright Février 2012-Courmont/Diploweb.com

P.-S.

Professeur de science politique à Hallym University (Chuncheon, Corée du Sud), chercheur-associé à l'IRIS, directeur-associé, sécurité et défense, à la Chaire Raoul Dandurand (UQAM, Canada) et rédacteur en chef de la revue *Monde chinois, nouvelle Asie* (éd. Choiseul, Paris)